

# **Journal des guerres de l' Otan**

## **Géopolitique et stratégie**

N° 79 du 14.11.2010

Par **C.De Broeder & M.Lemaire**

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_guerres-otan.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### **Sommaire.**

Tiré à part :

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

1-1 Hans-Jürgen Falkenhagen : Faire entrer la Russie dans l'OTAN ? Dans ce cas, il faudrait rebaptiser l'organisation !

6-2 Andreï Fediachine : La Russie, sauveur de l'OTAN en Afghanistan, mais à quel prix ?

6-3 F. William Engdahl : Le Kirghizistan, un pivot géopolitique.

2 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

2-1 Le PC Portugais défend à l'Assemblée son rejet du « nouveau Concept stratégique de l'OTAN »

2-2 Canada hors de l'OTAN! Démantelez l'OTAN !

2-3 Appel en vue du sommet de l'OTAN : « Pour la paix! Non à l'OTAN ».

---

Tiré à part :

**Transit vers l'Afghanistan: accord élargi Russie-Otan à Lisbonne**

La Russie et l'Otan vont signer un accord élargi sur le transit via le territoire russe du matériel destiné aux troupes de l'Alliance en Afghanistan, lors du sommet Otan-Russie prévu fin novembre à Lisbonne, a rapporté mercredi le quotidien russe Kommersant.

"Pour l'instant, on effectue le transit vers l'Afghanistan, conformément aux accords avec des pays séparés de l'Otan. A l'issue du sommet, le transit pourra être effectué dans les deux sens, et ce sera un accord avec toute l'Alliance", a déclaré une source au sein du ministère russe des Affaires étrangères, citée par le journal.

Selon Kommersant, "cet accord de transit est commercialement avantageux pour Moscou, compte tenu du projet de l'Otan de commencer le retrait des Forces internationales d'assistance et de sécurité (ISAF) d'Afghanistan à partir de l'année prochaine".

"Avec le début de ce processus, le besoin de transit sera bien plus grand. Il s'agit de dizaines de milliers de wagons de fret par mois", a indiqué une source au ministère des Affaires étrangères, citée par le journal.

Un accord sur la livraison d'une vingtaine d'hélicoptères russes Mi-17 à l'armée afghane peut également être signé dans le cadre du sommet à Lisbonne le 20 novembre, selon la source du journal.

---

---

## 1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

### 1-1 Hans-Jürgen Falkenhagen : Faire entrer la Russie dans l'OTAN ? Dans ce cas, il faudrait rebaptiser l'organisation !

Faire entrer la Russie dans l'Otan ?

La Chancelière Merkel pense que c'est trop demander aux 28 membres actuels de l'organisation, et son secrétaire général, Rasmussen ne peut même pas s'imaginer pareille éventualité [voir notamment L'Afghanistan : question cruciale pour l'Otan et „Zukunft der NATO noch geheim“ (L'avenir de l'Otan reste dans l'ombre)]. Madame Merkel comme Monsieur Rasmussen noient le poisson : l'adhésion de la Russie changerait fondamentalement le caractère de l'OTAN.

Jusqu'à présent l'OTAN est restée une alliance des USA avec le Canada et des États d'Europe occidentale (que d'aucuns nomment ironiquement les États à la marge occidentale de l'Eurasie). Cette alliance est sans conteste dominée par la puissance usaméricaine. Si la Russie y entrait, de vastes pans de l'Eurasie suivraient, et la Russie est une grande puissance nucléaire, qui ne se pliera pas facilement aux intérêts des USA, sauf s'il s'y trouvait un nouveau Gorbatchev.

L'adhésion de la Russie entraînerait obligatoirement celle de l'Ukraine, du Bélarus, des États d'Asie centrale : Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, Kazakhstan, Kirghizistan ainsi que de l'Arménie et d'autres États de la CEI; un espace presque infini disposant d'une force presque illimitée. S'y ajouteraient l'allié actuel de la Russie, la RP de Chine, et ses alliés de facto : le Myanmar, la Corée du nord, l'Iran et le Soudan.

Un conglomérat que l'on ne pourrait plus appeler l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). La décision de faire entrer la Russie dans l'OTAN ne sera sûrement pas prise lors de la session de novembre de l'OTAN, à Lisbonne, même si le Président Medvedev doit y assister.

À supposer que la Russie devienne effectivement membre de l'OTAN, ou d'un système d'alliances portant un autre nom, contre qui cette nouvelle alliance se ferait-elle ? Contre la Chine et ses alliés ? Cette question n'est pas absurde. Au début du 20<sup>ème</sup> siècle les grandes puissances impérialistes ont conclu une brève alliance contre la Chine pour écraser le soulèvement anti-impérialiste et anticolonialiste des Boxers, contre lequel l'Allemagne a joué un rôle important.

L'un des cris de guerre était « Germans to the front » (Les Allemands au front)

Mais ensuite les grandes puissances coloniales qui avaient participé à l'écrasement de la révolte des Boxers - Grande-Bretagne, France, USA, Allemagne - ainsi que le petit nouveau dans la cour des grands, le Japon, ne réussirent pas à se mettre d'accord avec la Russie sur le dépeçage territorial de la Chine. C'est l'Empire tsariste qui s'est taillé la part du lion en Chine du Nord, en termes de zones d'influence. Aujourd'hui la RP de Chine, abstraction faite de sa position de principal concurrent économique des USA, qui peut naturellement constituer elle aussi une raison de l'attaquer, offre bien moins d'intérêt comme masse continentale à conquérir pour les grandes entreprises des USA et d'Europe occidentale que la Russie, qui dispose de gigantesques ressources en matières premières stratégiques. À l'heure actuelle les matières premières indispensables au commerce mondial détenues par la Chine se bornent à quelques métaux rares, qui ne valent pas une alliance antichinoise mondiale et une guerre. En outre, pour pouvoir conquérir et exploiter économiquement la Chine, il faudrait éliminer la majorité des 1,3 à 1,4 milliards de Chinois.

Et comme nous vivons à l'ère des armes nucléaires de destruction massive, la RP de Chine serait en mesure, au moyen d'un armement nucléaire adapté, de se protéger d'ennemis beaucoup plus puissants qu'elle, à moins que ces derniers ne souhaitent le « selfkilling-effect » - c'est à dire s'anéantir eux-mêmes dans l'enfer nucléaire.

Donc, qu'est-ce que l'Occident attend de la Russie ?

De toute évidence, l'Occident, USA en tête, vise à obtenir de la Russie, par le biais du « partenariat stratégique », sa neutralité face à de nouvelles opérations de répression et de conquête en Asie et Afrique, et même en Amérique latine.

C'est surtout pour se sortir avec succès de la guerre en Afghanistan que les USA ont besoin que la Russie continue à ne rien faire et à ne rien dire. Et c'est cela qui inquiète les capitales des États membres de l'OTAN. C'est aussi, malgré toutes les précautions verbales prises pour le dissimuler, le principal souci actuel de l'OTAN.

Dans son article publié sur Tlaxcala, Brigitte Queck a très bien analysé ce qui se produirait si la Russie entrait dans l'OTAN aux conditions posées par de Washington.

L'ordre du jour du sommet de l'OTAN à Lisbonne (19-20 novembre) comporte également la mise en place d'un système de boucliers anti-missiles pour l'Europe avec la participation ou l'accord de la Russie. On peut appeler cela une idée fixe, car un tel système est au fond absurde, comme le faisait fort justement remarquer Bernd Biedermann [colonel en retraite de l'armée de RDA et ancien attaché militaire à Bruxelles] dans une interview publiée dans le « Junge Welt » du 23 octobre dernier.

Le seul intérêt en serait, pour la politique occidentale, de permettre une fois de plus aux grosses entreprises d'armement de trinquer aux milliards d'euros supplémentaires que représenteraient pour elles ces contrats. La seule solution sensée est un désarmement nucléaire et militaire général à l'échelon mondial, couplé à la mise en œuvre d'une politique pacifiste planétaire soutenable et persévérante, débarrassée de la politique d'agression de la superpuissance US.

Hans-Jürgen Falkenhagen

Traduit par Michèle Mialane

Edité par Fausto Giudice

URL de cet article: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=2204>

---

## 6-2 Andreï Fediachine : La Russie, sauveur de l'OTAN en Afghanistan, mais à quel prix ?

nb :Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

On s'attend à une percée dans les relations Russie-OTAN.

Moscou et l'OTAN n'avaient encore jamais déployé une activité militaro-diplomatique aussi intense qu'à la veille du sommet de l'OTAN, prévu les 19 et 20 novembre à Lisbonne. Et comparé à la période qui a suivi les événements d'août 2008 dans le Caucase, cela ressemble à " un redémarrage total ", bien plus important qu'avec les Etats-Unis.

Le fait que le président russe Dmitri Medvedev ait accepté l'invitation à se rendre au sommet de l'OTAN à Lisbonne a, bien sûr, provoqué une poussée d'adrénaline chez les militaires et les diplomates. Bien qu'officiellement Dmitri Medvedev se rende au sommet du Conseil Russie-OTAN le 20 novembre, nous savons dès maintenant qu'il participera à une réunion spéciale de deux heures avec le président Barack Obama, à un entretien particulier avec le Secrétaire général de l'OTAN Anders Rasmussen et aux réunions particulières avec les chefs d'Etat des puissances membres de l'alliance.

Une activité accrue sur tous les axes

Le Secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen, en changeant son emploi du temps et en avançant sa visite de trois jours, s'est rendu à Moscou le 2 novembre afin de rencontrer le lendemain le président Medvedev et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov pour préparer la visite du président russe. La veille, les 1 et 2 novembre, on assistait à une activité russo-otanienne particulièrement fébrile : des négociations entre le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, le ministre russe de la Défense Anatoli Serdioukov, le chef de l'Etat-major général Nikolai Makarov et le chef des forces de l'OTAN en Europe, l'amiral américain James Stavridis. La délégation de l'OTAN a ensuite rencontré les représentants du ministère russe des Situations d'urgence, du Conseil de sécurité, de la région militaire de l'Ouest, et a visité certains centres russes de formation militaire. Sergueï Lavrov s'est entretenu en tête-à-tête avec le ministre des Affaires étrangères allemand Guido Westerwelle. Les thèmes n'avaient pas changé, ils concernaient la Russie et l'OTAN. En septembre, le ministre de la Défense Serdioukov s'était rendu au Pentagone pour rencontrer son homologue américain Robert Gates.

Ce que l'OTAN attend de la Russie...

La Russie et l'OTAN pendant le sommet et/ou plus tard (si le délai imparti s'avère insuffisant pour préparer les accords avant le sommet de Lisbonne) signeront plusieurs accords de coopération, dont :

L'assistance de l'OTAN à la livraison du fret, y compris militaire, en Afghanistan via le territoire russe, aussi bien par air que par fer ou par route;

La livraison en Afghanistan d'hélicoptères russes;

La formation des pilotes, des forces spéciales, des militaires, des unités de lutte contre les stupéfiants et le terrorisme dans les centres de formation russes par des instructeurs russes.

L'adhésion probable de la Russie au système de défense antimissile de l'OTAN

Le dernier point est non seulement probable, mais plus vraisemblable qu'il pourrait le sembler.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a reconnu à l'issue de la rencontre avec James Stavridis : Moscou a déjà " des plans " concernant le système conjoint de défense antimissile de l'OTAN. Le plus important serait de comprendre comment s'intégrera ici la défense antimissile américaine selon " l'interprétation d'Obama. " Elle diffère du projet européen de George Bush, mais sa configuration est loin d'être une variante aussi neutre que les Américains ne veulent bien la présenter.

On parle des hélicoptères russes depuis près d'un an. Il s'agit de la fourniture à l'armée afghane d'environ 20-21 appareils, y compris des Mi-17. Les appareils sont plus robustes et plus adaptés aux conditions environnementales du pays que leurs homologues occidentaux. En fait, la Pologne, membre de l'ISAF (Force internationale d'assistance et de sécurité), a déjà reçu quatre Mi-17.

...et pourquoi l'alliance aspire-t-elle à " une nouvelle amitié "

En fait, des changements importants, qui ne sauraient survenir sans le soutien de la Russie, sont attendus en Afghanistan, ce pays des " guerres perdues " en permanence, et des réputations gouvernementales souillées.

L'OTAN et les Etats-Unis préfèrent ne pas en parler ouvertement, mais le reconnaissent en privé.

Au sommet de Lisbonne on devrait assister à l'adoption de la déclaration pour la coopération entre l'OTAN et le gouvernement de Hamid Karzaï après 2014-2015.

Conformément à ce calendrier provisoire, la présence des forces de l'OTAN en Afghanistan devraient être réduite au minimum précisément en 2014-2015, et le contrôle de la sécurité devrait être transmis aux militaires et aux policiers afghans. Toutefois, il est clair que compte tenu des particularités afghanes, l'OTAN ne réussira jamais à remporter la guerre contre les talibans, à conclure la paix avec eux ou à sécuriser et stabiliser le pays avant ce délai.

La Russie est la seule capable de sortir l'OTAN du gouffre afghan, car elle a déjà été prise " au piège " et a déjà connu cette situation. L'OTAN a besoin du couloir russe de transit, des ports baltiques jusqu'au Tadjikistan, via la Russie, le Kazakhstan et le Kirghizstan. La voie pakistanaise ne peut plus assurer toute la logistique de l'OTAN. L'OTAN a besoin des instructeurs russes pour les soldats afghans, du matériel russe, de l'aide russe dans la lutte contre les stupéfiants et le terrorisme qu'il génère. Mais pour l'instant...

" Les Russes pourraient nous rendre la vie particulièrement difficile en Afghanistan, mais ils ne le font pas ", a déclaré un diplomate de l'OTAN. Et l'OTAN espère que la Russie passera d'une " assistance passive " à une aide active.

Condamnés au " partenariat afghan "

L'OTAN souligne qu'il ne pourrait être question de l'envoi en Afghanistan de soldats et d'instructeurs russes. Il serait maladroit de rappeler à la Russie les souvenirs particulièrement douloureux de la guerre en Afghanistan. Ce qui pourrait avoir des conséquences intra-politiques graves aussi bien pour Dmitri Medvedev que pour Vladimir Poutine.

Cependant, la situation le long des frontières sud de la Russie risque de s'aggraver de toute façon.

La participation de Moscou à la formation conjointe avec l'OTAN des militaires du " régime pro-occidental de Karzaï ", l'ouverture du " couloir afghan ", les opérations conjointe avec l'OTAN et les Etats-Unis contre les trafiquants de stupéfiants font de Moscou, au même titre que l'OTAN et les Etats-Unis, une cible pour les talibans et Al-Qaïda.

Mais nous n'y pouvons rien. Sans l'alliance avec l'OTAN, la situation en Afghanistan sera bien pire. Dans le contexte des frontières poreuses, pratiquement inexistantes, de nos voisins du sud permettant d'importer des tonnes d'héroïne en provenance d'Afghanistan, la Russie n'a aucune autre solution que de soutenir l'OTAN. Même un retrait partiel des troupes de l'OTAN sans une formation adéquates des forces afghanes serait une catastrophe pour Moscou avec l'apparition d'un territoire " héroïnie " incontrôlable et bien armé sous son nez.

La Russie voudrait, et c'est bien légitime, exiger de l'OTAN, en échange de son esprit de conciliation " au sud " des garanties qu'au " nord " l'OTAN limitera et réduira quantitativement son contingent dans les pays de l'ancien bloc soviétique, oubliera l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud (peu probable) et prendra en charge la destruction des plantations de pavot en Afghanistan.

Globalement, la Russie pourrait demander beaucoup de choses en échange de son aide. Mais il ne faudrait surtout pas que cette assistance prenne la forme de " chair à canon. "

*Ce texte n'engage pas la responsabilité de RIA Novosti.*

Andrei Fediachine

Jeudi 4 Novembre 2010

<http://fr.rian.ru/>

---

## 6-3 F. William Engdahl : Le Kirghizistan, un pivot géopolitique.

Au fin fond de l'Asie Centrale, le Kirghizistan constitue ce que le stratège britannique Halford Mackinder aurait appelé un pivot géopolitique : un territoire qui, en vertu de ses caractéristiques géographiques, occupe une position centrale dans les rivalités des grandes puissances.

Aujourd'hui ce petit pays lointain est secoué par ce qui peut apparaître comme un soulèvement populaire extrêmement bien organisé pour déstabiliser le président atlantiste Kourmanbek Bakiev. Dans leurs premières interprétations, certains analystes émirent l'hypothèse que Moscou trouverait un intérêt plus que passager à soutenir un changement de régime au Kirghizistan. Les événements qui s'y déroulent seraient le fait du Kremlin qui mettrait en scène sa propre version en négatif des « Révolutions colorées » instiguées par Washington : la Révolution des roses de Géorgie en 2003, la Révolution orange ukrainienne en 2004, ainsi que la Révolution des tulipes en 2005, qui avait porté le président pro-américain Bakiev au pouvoir au Kirghizistan. Pourtant, dans le contexte du changement de pouvoir qui se joue au Kirghizistan, comprendre qui fait quoi, et dans l'intérêt de qui, est loin d'être aisé.

En tout cas, on sait que ce qui se joue a d'immenses implications pour la sécurité militaire de tout le heartland (île mondiale) du continent eurasién, de la Chine à la Russie, et même au-delà. En effet, cette situation se répercute sur la présence future des Etats-Unis en Afghanistan et, par extension, dans toute l'Eurasie.

Une poudrière politique

Des protestations à l'encontre du président Bakiev se sont élevées en mars dernier à la suite des révélations de soupçons de corruption aggravée pesant sur lui et des membres de sa famille. En 2009, Bakiev avait révisé un article de la Constitution, fixant les dispositions concernant la succession de la présidence en cas de décès ou de démission inopinée. Cette démarche, largement interprétée comme la tentative d'instaurer un « système dynastique » de transfert des pouvoirs, est l'un des facteurs à l'origine des récentes vagues de protestation dans tout le pays. Il a placé son fils et d'autres proches à des postes-clefs où ils ont engrangé de larges sommes d'argent – estimées à 80 millions de dollars par an – pour l'attribution aux États-Unis du droit d'installer une base aérienne à Manas, et pour d'autres contrats [1].

Le Kirghizistan est l'un des pays les plus pauvres d'Asie Centrale ; plus de 40 % de sa population vit sous le seuil de pauvreté. Bakiev a nommé son fils Maxim (qui trouve aussi le temps et les fonds pour être l'un des propriétaires d'un club de football britannique) à la tête de l'Agence centrale pour le développement, l'investissement et l'innovation, un poste qui lui a permis de contrôler les ressources les plus juteuses du pays, dont la mine d'or de Kumtor [2].

A la fin de l'année 2009, Bakiev a fortement relevé les taxes sur les petites et moyennes sociétés, et début 2010, il a mis en place de nouvelles taxes sur les télécommunications. Il a privatisé le plus grand fournisseur d'électricité du pays, tandis qu'en janvier dernier, cette entreprise privatisée, dont la rumeur dit qu'elle avait été vendue à des amis de la famille pour moins de 3 % de sa valeur estimée, a doublé le prix de l'électricité. Le prix du gaz de ville a augmenté de 1 000 %. L'hiver kirghize est extrêmement rude.

L'opposition accusait Maxim Bakiev d'avoir organisé une privatisation de complaisance du réseau de télécommunications national en le cédant à un ami dont l'entreprise offshore est domiciliée aux Canaries. Dans les grandes lignes, la colère populaire contre Bakiev et consort se comprend. La question primordiale est avec quel succès cette colère est canalisée et par qui.

Les protestations se sont enflammées après la décision du gouvernement en mars dernier d'augmenter spectaculairement des prix de l'énergie et des télécommunications, multipliés par quatre voire plus, dans un pays déjà exsangue. Au cours des révoltes du début du mois de mars, Mme Otounbaïeva a été nommée porte-parole du Front uni formé par tous les partis d'opposition. Elle appelait à l'époque les Etats-Unis à prendre une position plus active contre le régime de Bakiev et son absence de normes démocratiques ; appel laissé manifestement sans réponse [3].

Selon des sources russes bien informées, au même moment, Roza Otounbaïeva s'entretenait avec le Premier ministre russe Vladimir Poutine à propos de la détérioration de la situation. Dans la foulée de la formation du gouvernement provisoire dirigé par Otounbaïeva, Moscou était le premier à le reconnaître et proposait 300 millions de dollars au titre d'une aide immédiate à la stabilisation, en transférant une partie d'un prêt de 2,15 milliards de dollars accordé par les Russes en 2009 au régime de Bakiev pour la construction d'une centrale hydraulique sur la rivière Naryn.

Au départ, ces 2,15 milliards de dollars furent accordés juste après la décision de Bakiev de fermer la base militaire états-unienne de Manas ; décision que les dollars US avaient cassée quelques semaines plus tard. Pour Moscou, l'aide russe et l'annonce de la fermeture de la base de Manas par Bakiev étaient liées.

Ce versement de 300 millions de dollars, parmi les 2,15 milliards promis par Moscou, relancé après l'éviction de Bakiev, irait directement à la Banque nationale kirghize [4].

Selon une dépêche de l'agence de presse moscovite RIA Novosti, le Premier Ministre déchu, Daniar Oussenov, aurait affirmé à l'ambassadeur russe à Bichkek que les médias russes, qui jouissent d'une forte présence dans l'ancien Etat soviétique, dont la langue officielle est toujours le russe, avaient pris parti contre le gouvernement Bakiev-Oussenov [5].

Les forces de sécurité du gouvernement de Bakiev, dont feraient partie les tireurs des Forces spéciales postés alors sur les toits, ont tué 81 manifestants, entraînant une dangereuse escalade des protestations au cours de la première semaine d'avril.

Ce qu'il est intéressant de noter à propos de ces événements, et qui suggère qu'il se passe bien plus en coulisse, est le fait que ce soulèvement populaire, éclos à son point de maturité, fut précédé de peu de signes avant son surgissement sur la scène médiatique internationale.

Les manifestations de protestation se multipliaient depuis que Bakiev avait pris les commandes de la Révolution des tulipes avec le soutien financier des Etats-Unis [6]. Ce changement de régime, en 2005, avait fait intervenir la traditionnelle liste des ONG états-uniennes, comprenant Freedom House, l'Albert Einstein Institution, le National Endowment for Democracy et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) [7]. Aucun des soulèvements antérieurs à ceux du mois d'avril n'avaient eu la même vigueur ni la même sophistication. Les événements semblent avoir pris tout le monde par surprise, en premier lieu Bakiev et ses soutiens états-uniens. Le calme avec lequel s'est déroulé le ralliement de l'armée, de la police et des services de sécurité aux frontières dans les premières heures des vagues de protestation laisse penser à une coordination complexe et ingénieuse, planifiée à l'avance. Encore aujourd'hui, rien n'indique de manière claire si les décisionnaires agissaient de l'étranger ou non, et, le cas échéant, s'ils appartenaient au FSB russe, à la CIA ou à quelque autre service. Le 7 avril 2010, alors que Bakiev perdait le contrôle de la situation, il semble s'être précipité auprès des États-uniens. Mais constatant le sang répandu dans les rues par les tireurs d'élite de Bakiev et prenant la mesure de l'ire de la foule contre le gouvernement, les Etats-Unis auraient exfiltré le président et sa famille vers sa ville

natale d'Osh, vraisemblablement dans l'espoir de le faire revenir lorsque la situation se serait calmée [8]. Ce qui ne s'est jamais produit.

À l'instar de son gouvernement et des dirigeants de l'armée, de la police nationale et des services de sécurité aux frontières, Bakiev démissionne le 16 avril et fuit vers le Kazakhstan voisin. Aux dernières nouvelles, il est confiné en Biélorussie, où le président Lukashenko, en mal de ressources pécuniaires, l'aurait accueilli en échange de 200 millions de dollars. [9]

Le nouveau gouvernement provisoire du Kirghizistan, dirigé par l'ancienne opposition et reposant sur la personne de Roza Otounbaïeva, l'ex-ministre des Affaires étrangères, a déclaré vouloir lancer une enquête internationale sur les crimes commis par Bakiev. Un dossier à charge a déjà été constitué contre lui, ses fils, son frère et d'autres de ses proches.

Bakiev n'avait d'autre choix que de fuir. Plusieurs jours avant sa fuite, l'armée et la police s'étaient déjà ralliées à l'opposition menée par Otounbaïeva, attitude qui corrobore l'idée d'événements extrêmement bien planifiés par au moins une partie de l'opposition.

### Un pivot géographique

Aujourd'hui, le Kirghizistan occupe une place de pivot géographique. Ce pays enclavé partage une frontière avec la province chinoise du Xinjiang, un lieu hautement stratégique pour Pékin. Se plaçant parmi les plus petits pays d'Asie Centrale, il est aussi frontalier, au nord de son territoire, avec le Kazakhstan et ses ressources pétrolifères ; à l'est, il est bordé par l'Ouzbékistan et au sud, par le Tadjikistan. Plus encore, la vallée de Ferghana, à la situation politique explosive en raison de ses importantes richesses naturelles, se trouve sur une partie du Kirghizistan ; cette zone multiethnique coutumière de frictions politiques s'étend aussi sur les territoires de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan.

Le Kirghizistan est un pays de hautes montagnes : les chaînes de montagnes du Tian Shan et du Pamir occupent 65 % de son territoire. Environ 90 % du pays s'élève à plus de 1500 mètres d'altitude.

En termes de ressources naturelles, hormis l'agriculture qui représente un tiers de son PIB, le Kirghizistan possède de l'or, de l'uranium, du charbon et du pétrole. En 1997, la mine d'or de Kumtor a démarré l'exploitation de l'un des plus grands gisements aurifères du monde.

Jusqu'à une date récente, l'agence nationale Kyrgyzaltyn possédait toutes les mines et administrait la plupart d'entre elles en joint-venture en association avec des compagnies étrangères. La mine d'or de Kumtor, près de la frontière chinoise, est détenue dans sa globalité par la société canadienne Centerra Gold Inc. Jusqu'à l'éviction de Bakiev, son fils Maxim, à la tête du fonds pour le Développement, dirigeait Kyrgyzaltyn, agence qui est également le plus gros actionnaire de Centerra Gold, aujourd'hui propriétaire de la mine d'or de Kumtor.

Il est tout à fait révélateur que Centerra Gold, basé à Toronto, ait déjà annoncé le « remplacement » de Maxim Bakiev en tant que chef de Kyrgyzaltyn, par Aleksei Eliseev, directeur-adjoint de l'Agence nationale kirghize pour le Développement, au sein de l'équipe dirigeante de Centerra, peut-être sous l'impulsion du Département d'Etat des Etats-Unis et sans que les électeurs kirghizes ne l'y élisent [10].

Le Kirghizistan possède également d'importantes ressources d'uranium et d'antimoine. Il bénéficie en outre de considérables réserves de charbon estimées à 2,5 milliards de tonnes, essentiellement situées dans le gisement de Kara-Keche, au nord du pays.

Pourtant, plus cruciale encore que les richesses minières, reste la principale base de l'US Air Force à Manas, ouverte dans les trois mois suivant le lancement de la « guerre globale contre le terrorisme » en septembre 2001. Peu après, la Russie installait sa propre base militaire non loin de Manas. Aujourd'hui, le Kirghizistan est le seul pays à accueillir à la fois des bases militaires états-unienne et russe, un état de fait peu confortable au bas mot. En somme, le Kirghizistan, positionné au centre du territoire le plus stratégique au monde, l'Asie Centrale, fait figure de trophée géopolitique très convoité.

La politique de Washington marche sur des œufs

Le département d'Etat états-unien avait tenté de maintenir Bakiev dans l'espoir, semble-t-il, de pouvoir disperser les manifestants, faire cesser les émeutes et maintenir l'homme des Tulipes en place. Hillary Clinton avait préalablement appelé l'opposition parlementaire (formée par les Ministres au gouvernement condamnant la corruption et le népotisme de Bakiev) à négocier et à entamer le dialogue avec le président Bakiev, financé par les Etats-Unis. Malgré la publication de dépêches annonçant la démission de toute l'administration kirghize, le département d'Etat émet des déclarations selon lesquelles le gouvernement du président Kourmanbek Bakiev est toujours opérationnel [11].

Le 7 avril, au moment le plus tendu des troubles, alors que l'issue en était encore floue, le porte-parole de la secrétaire d'Etat américaine, P. J. Crowley déclare devant des journalistes : « Nous voulons voir le Kirghizistan évoluer, tout comme nous le souhaitons pour d'autres pays de la région. Mais, cela dit, il possède un gouvernement qui siège effectivement. Nous sommes les alliés de ce gouvernement dans la mesure où il nous apporte son soutien, vous savez, dans les opérations internationales en... Afghanistan. » [12]. George Orwell aurait admiré cet exercice de double langage diplomatique.

Le 15 avril, quand il est devenu clair que Bakiev ne remporte que peu de soutien dans son pays, le département d'Etat états-unien déclare ne vouloir prendre parti ni pour le président déchu, ni pour l'opposition parlementaire. Dans un communiqué montrant combien Washington marche sur des œufs, craignant d'en casser quelques uns, en particulier sur la question des droits d'accès à la base aérienne de Manas, Philip Crowley déclare : « Nous voulons voir la situation se dénouer pacifiquement. Et nous ne voulons pas prendre parti. » [13]. Depuis lors, après les pourparlers avec le Ministre des Affaires Etrangères Roza Otounbaïeva et ses collaborateurs, le Département d'Etat états-unien et Obama ont chaudement approuvé la nouvelle situation politique kirghize.

Otounbaïeva, membre influent du Parti communiste pendant l'ère soviétique, avait obtenu le premier poste d'ambassadeur aux Etats-Unis de l'ère post-soviétique ; plus tard, elle fut l'un des assistants du Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan. Le gouvernement provisoire dirigé par Otounbaïeva annonce qu'il rédigera la nouvelle Constitution dans les six mois et qu'il préparera des élections démocratiques dans le pays. L'opposition prétend avoir la situation bien en main au Kirghizistan, malgré la persistance d'émeutes et de pillages hors de Bichkek [14].

Qui mène la danse ?

Bien que beaucoup spéculent au sujet d'un rôle actif sur place des services secrets russes dans l'anti-Révolution des tulipes, nous devons laisser cette question ouverte.

Lors d'une déclaration au cours de sa visite officielle à Washington le 14 avril, au bout d'une semaine de troubles, le président russe Dmitri Medvedev exprimait ses préoccupations au sujet de la stabilité du Kirghizistan : « Le risque de voir le pays se diviser en deux parties — l'une au nord, l'autre au sud — est réel. C'est pour cela que notre devoir est d'aider nos partenaires kirghizes à trouver une solution de sortie en douceur de cette situation. » Il imagine les grandes lignes du pire scénario qui pourrait se produire : déstabilisé, le gouvernement kirghize resterait impuissant face aux extrémistes envahissant le pays ; une redite de la situation afghane [15].

A la tribune de la conférence sur le désarmement nucléaire à Prague, le conseiller pour la Russie à la Maison-Blanche, Michael McFaul, s'exprimait à propos des événements au Kirghizistan : « Il ne s'agit pas d'un coup d'Etat monté contre les Américains. Cela, nous en sommes sûrs et il ne s'agit pas non plus d'un coup d'Etat mené par les Russes. » [16].

En théorie, les Etats-Unis auraient toutes les raisons de croire qu'ils peuvent « travailler » avec les dirigeants du nouveau gouvernement provisoire kirghize.

On connaît bien Roza Otounbaïeva à Washington depuis qu'elle y a officié en tant qu'ambassadeur dans les années 1990.

Le numéro deux de son gouvernement provisoire, l'ancien porte-parole du Parlement Omourbek Tekebaïev, une figure-clef de la « Révolution des tulipes » de 2005 qui avait porté Bakiev au pouvoir, est alors ramené à Washington par le département d'Etat pour qu'il participe à l'un de leurs « programmes de découverte », où l'on enseigne aux figures politiques étrangères émergentes les vertus de l'American way of life.

Tekebaïev s'exprimait à l'époque librement sur cette expérience : « J'ai constaté que les États-Uniens savent comment choisir les gens, comment faire une évaluation précise de ce qu'il se passe et comment faire des pronostics quant à l'évolution et aux changements politiques à venir. » [17].

Certains éléments tendent à montrer que le soutien de Moscou dans les récents événements du Kirghizistan était conçu comme une révolution colorée en négatif, visant à contrebalancer la présence états-unienne grandissante en Asie Centrale. Il y a également des éléments attestant d'un second changement de régime épaulé par les Etats-Unis, peut-être après que l'administration Obama a réalisé que son homme, Bakiev, se rapprochait trop étroitement de la Chine en termes économiques. Une troisième, et peu probable version, attribue les soulèvements récents à une opposition de pacotille, interne au pays et désorganisée, qui ne serait jamais parvenue à rassembler plus que quelques milliers de personnes dans les rues pour protester contre la politique de Bakiev des cinq dernières années.

Ce qui paraît clair à présent est que Moscou et Washington passent par les mêmes tergiversations pour afficher un semblant de consensus à propos des événements se déroulant au Kirghizistan.

Le 15 avril, Kanat Saudabayev, le président de l'OSCE (l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), affirmait que l'évacuation du président Bakiev sain et sauf résultait des efforts conjoints d'Obama et de Medvedev [18].

De toute évidence, Washington et Moscou souhaitent ardemment imposer leur présence, quelque soit le gouvernement qui s'établira dans ce pays d'Asie centrale de cinq millions d'habitants déchiré par les conflits. Ce que l'on sait moins, mais qui est tout aussi évident, est l'enjeu vital que constituent des relations stables avec le Kirghizistan pour la Chine, avec lequel elle partage une frontière très étendue. Vu d'ici, ce qui semble plus intéressant est la tournure que prendront les événements dans ce pays lointain mais stratégique du point de vue géopolitique.

Quel avenir pour la base aérienne de Manas ?

L'une des questions les plus pressantes pour Washington est celle, vitale, de l'avenir de la base aérienne de Manas, située tout près de la capitale Bichkek. Dans un communiqué officiel du département d'Etat américain en date du 11 avril, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton insiste sur « le rôle important que le Kirghizistan joue en accueillant le centre de transit de l'aéroport de Manas ». Elle laissait ainsi peu de place au doute quant aux priorités de Washington dans le pays ; elles ne concernent ni la démocratie, ni son essor économique [19].

Après la mise en place du plan de « Guerre contre le terrorisme » par Washington, le Pentagone obtenait les droits d'implantation militaire dans plusieurs Etats stratégiques en Asie Centrale, le faisant ouvertement pour mener la lutte contre Oussama ben Laden en Afghanistan. En même temps que les droits d'accès de ses troupes en Ouzbékistan, Washington obtint la concession de Manas.

La présence militaire états-unienne en Afghanistan s'est bien-sûr densifiée. L'une des premières décisions d'Obama en tant que président fut d'autoriser le surge, la montée en puissance des forces d'occupation ; il envoya 30 000 hommes supplémentaires et donna son aval pour la construction de huit nouvelles bases militaires « temporaires » en Afghanistan, portant à 22 le nombre ahurissant de bases états-uniennes sur le territoire afghan, dont les importants sites de Bagram et de Kandahar.

Le secrétaire à la Défense Robert Gates refuse de définir une limite de durée à la présence US en Afghanistan.

Non pas à cause des Talibans, mais en vertu de la stratégie à long terme de Washington de diffuser sa « Guerre

contre le terrorisme » dans toute l'Asie centrale, et particulièrement dans la zone cruciale de la vallée de Ferghana qui s'étend entre l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. C'est dans ce contexte que les récents événements kirghizes s'avèrent plus qu'avantageux pour la Russie, la Chine et les États-Unis.

Le 14 avril, Gates confiait à la presse sa certitude de voir les États-Unis obtenir les droits d'exploitation de la base de Manas pour développer ce que le Pentagone appelle le Northern Distribution Network (réseau de distribution du Nord), qui permet l'approvisionnement par avion des zones de combat afghanes [20]. Seulement quelques jours auparavant, des personnalités du gouvernement provisoire à Bichkek avaient indiqué que l'attribution aux Américains des droits d'accès à Manas était l'un des premiers dossiers à faire annuler.

Au cours d'un entretien avec le Russe Medvedev, Barack Obama a admis que les événements du Kirghizistan n'étaient pas commandés par les Russes. Il a aussitôt annoncé que les États-Unis reconnaissaient la légitimité du gouvernement provisoire de Roza Otounbaïeva.

Aujourd'hui la question qui reste en suspens porte sur le rôle que le Kirghizistan jouera dans la spectaculaire partie d'échecs géopolitique pour le contrôle de l'Asie centrale, et, par voie de conséquence, pour celui du heartland eurasiatique, selon la terminologie du géopoliticien britannique Halford Mackinder. Les acteurs majeurs extérieurs au Kirghizistan, dans cette partie d'échecs aux forts enjeux géopolitiques en Asie Centrale, sont la Chine, la Russie et les États-Unis. La partie suivante de ce dossier s'attachera à examiner les intérêts géopolitiques portés par la Chine sur le Kirghizistan, l'un de ses partenaires au sein de l'Organisation du traité de coopération de Shanghai.

(A suivre...)

F. William Engdahl

Journaliste états-unien, il a publié de nombreux ouvrages consacrés aux questions énergétiques et géopolitiques. Derniers livres parus en français : Pétrole, une guerre d'un siècle : L'ordre mondial anglo-américain (Jean-Cyrille Godefroy éd., 2007) et OGM : semences de destruction : L'arme de la faim (Jean-Cyrille Godefroy éd., 2008).

Traduction Nathalie Krieg

Mardi, 15 juin, 2010

L'article du Réseau Voltaire

<http://www.medialibre.eu/3661/le-kirghizistan-un-pivot-geopolitique#comments>

---

## 2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

### 2-1 Le PC Portugais défend à l'Assemblée son rejet du « nouveau Concept stratégique de l'OTAN » bientôt adopté au sommet de l'OTAN de Lisbonne de novembre

Le projet de Résolution N.º 294/XI-2ª Propose le rejet du nouveau Concept stratégique de l'OTAN

L'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a annoncé la tenue d'un sommet les 19 et 20 novembre, au Portugal, où elle prévoit la révision de son concept stratégique, ce qui représente un nouveau et dangereux saut qualitatif dans le rôle, la mission et les objectifs bellicistes de cette Organisation.

Avec son nouveau concept stratégique, l'OTAN cherche à inscrire dans sa doctrine ce qui est déjà sa pratique: l'extension territoriale de son champ d'intervention et la projection de ses forces sur l'ensemble du globe; l'élargissement du champ de ses missions à des questions telles que l'énergie, l'environnement, les migrations et les questions de sécurité intérieure des États; sa réaffirmation comme bloc militaire nucléaire malgré tout le discours sur le désarmement nucléaire, en prévoyant l'usage de l'arme nucléaire dans le cadre d'attaques militaires; le développement encore plus important du complexe militaro-industriel et de la recherche militaire, et l'augmentation exigée à tous ses membres des dépenses militaires; la promotion de la course aux armements et l'installation de nouveaux systèmes de missiles en Europe; l'inclusion dans ses missions des actions d'ingérence directe et d'occupation sous prétexte de missions d'interposition et de maintien de la paix; l'instrumentalisation de l'ONU, portée encore plus loin, afin de poursuivre leurs objectifs et renforcer son rôle de bras armé de l'impérialisme.

L'OTAN joue un rôle central dans la militarisation des relations internationales et dans la course aux armements, étant la principale fauteuse de conflits et de tension qui marquent l'actualité.

L'OTAN impose une escalade belliciste, en particulier dans la course aux armements, de grande ampleur – dont la guerre en Afghanistan est un élément-clé.

La réalisation de ce Sommet au Portugal signifie la confirmation d'une politique d'engagement du pays dans les desseins militaristes de ce bloc politico-militaire qui constitue une menace pour la paix et la sécurité internationale. Le gouvernement subordonne les intérêts du Portugal et du peuple Portugais et met au service des intérêts des États-Unis d'Amérique, de l'OTAN et de l'Union Européenne, sa politique étrangère et les forces armées portugaises, dont sont des exemples les interventions en Afghanistan et au Kosovo.

A un moment où le gouvernement PS annonce de nouvelles mesures s'attaquant aux droits des travailleurs, augmentant la précarité et l'exploitation, et détériorant les conditions de vie des travailleurs, des retraités, du peuple portugais, à un moment où le gouvernement PS impose de nouveaux sacrifices à ceux qui ont le moins, avec le vol des salaires, l'augmentation des prix, la diminution des retraites et des pensions, la réduction et la mise sous condition de l'accès aux allocations sociales, la diminution de l'investissement public et l'intensification de l'attaque contre l'école publique et le droit à la santé; le maintien ou l'envoi de forces militaires portugaises au service de ses agressions militaires, au service de la stratégie de l'OTAN, qui n'a rien à voir avec les intérêts nationaux.

L'engagement du gouvernement portugais au sein de l'OTAN va à l'encontre des principes fondamentaux qui devraient régir les relations internationales de notre pays tels qu'ils sont inscrits dans la Constitution de la République portugaise: d' « *indépendance nationale, du respect des droits de l'Homme, des droits des peuples, de l'égalité entre les Etats, de la résolution pacifique des conflits internationaux, de non-ingérences dans les affaires internes des autres Etats et de coopération avec tous les autres peuples pour l'émancipation et le progrès de l'humanité* », préconisant « *l'abolition de l'impérialisme, du colonialisme et de toute autre forme d'agression, de domination et d'exploitation dans les relations entre les peuples, ainsi que le désarmement général, simultané et contrôlé, la dissolution des blocs politico-militaires et la mise en place d'un système de sécurité collective, avec en vue la création d'un ordre international capable d'assurer la paix et la justice dans les relations entre les peuples* ».

En ces termes, et en ayant en considération ce qui a été exposé ci-dessous, en vertu des dispositions légales et réglementaires applicables, les Députés membres du Groupe parlementaire du PCP proposent que l'Assemblée de la République adopte la proposition suivante:

#### Résolution

L'Assemblée de la République recommande au gouvernement, dans les termes du point 5 de l'article 166 de la Constitution, la mise en œuvre des mesures suivantes:

- *La défense de la dissolution de cette organisation, dont le Portugal doit progressivement se retirer;*
- *Une politique qui refuse l'orientation contenue dans les objectifs du sommet de l'OTAN de promotion de la course aux armements et d'augmentation des dépenses militaires;*
- *Le retrait des forces portugaises impliquées dans des missions militaires de l'OTAN;*
- *La fin des bases militaires étrangères et des installations de l'OTAN sur le territoire national;*
- *Le refus de la militarisation de l'Union Européenne, qui la transforme en pilier européen de l'OTAN;*
- *La défense d'une politique de désarmement, pour la fin des armes nucléaires et de destruction massive;*
- *La mise en œuvre effective d'une politique étrangère portugaise en conformité avec les principes consacrés par la Constitution de la République portugaise et la Charte des Nations-Unies, dans le respect du droit international, et de la souveraineté et de l'égalité des peuples*

Assemblée de la République, 18 octobre 2010

Mercredi 27 octobre 2010

Traduction JC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>

---

## 2-2 Canada hors de l'OTAN! Démantelez l'OTAN !

Deuxième Forum sur la sécurité internationale à Halifax

*Le Marxiste-léniniste* lance l'appel à tous d'appuyer les actions qui s'organisent contre le Deuxième Forum sur la sécurité internationale d'Halifax (FSIH) à l'Hôtel Westin du 5 au 7 novembre. L'événement inaugural de l'an dernier tenu au même endroit avait été contesté par de nombreux groupes venant de partout des Maritimes.

En 2009, l'opinion publique progressiste au Canada et partout dans le monde a décrit ce forum sur la « sécurité » comme un rassemblement de fauteurs de guerre et la population de Halifax a réitéré sa demande que Halifax et le Canada ne fournissent « Pas de ports pour la guerre ! »

Cette année, alors que le nombre de « vedettes » de l'OTAN semble être en déclin, des groupes encore plus nombreux des Maritimes se sont joints au mouvement d'opposition et envoient des représentants.

Ce n'est pas par hasard qu'une conférence de l'OTAN soit imposée à la population de Halifax.

Halifax et son port ont depuis longtemps une importance stratégique pour les impérialistes et leurs visées monopolistes. Il s'agit de l'un des plus grands ports naturels au monde, il est le plus à l'est des ports en Amérique du Nord et il est relié à tout le continent par un réseau de chemins de fer transcontinental. Durant la Première Guerre mondiale, Halifax a été au centre de l'effort de guerre des impérialistes britanniques et la population de Halifax l'a payé chèrement. L'explosion du 6 décembre 1917, causée par un incendie sur un navire transportant des munitions, a tué environ 2 000 personnes, blessé un autre 7 000 et détruit la moitié des logements de la ville. C'était la plus grande explosion de ce genre en terme d'envergure avant le bombardement atomique de Hiroshima. À cette époque, la zone autour du port de Halifax était habitée principalement par des ouvriers, par une importante population afro-canadienne et par des autochtones.

En 2009, la version inaugurale de ce rassemblement de fauteurs de guerre réunis par l'OTAN, présenté comme un « forum sur la sécurité internationale » et convoqué sur ce qui semblait être le point de départ d'une agression par les États-Unis contre la République islamique d'Iran, a réuni plus de 400 personnes. Selon une liste mise à jour le 27 octobre par les commanditaires de la conférence, il y a environ 75 % moins de participants attendus à l'événement cette année.

Sur les 102 participants cités à ce jour, 67 sont des élus ou des fonctionnaires, des représentants des institutions de la défense, de l'industrie de la guerre et de groupes de réflexion de la plupart (mais pas tous) des 28 pays membres de l'OTAN, plus l'État d'Israël et l'Autorité palestinienne, et un certain nombre d'autres pays (Japon, Monténégro, Pakistan et Yémen).

Des États-Unis, il y a sur la liste 34 représentants élus et non élus, des journalistes et représentants du German Marshall Fund des États-Unis.

Du Canada, il y a en tout neuf représentants, soit :

- deux ministres du cabinet conservateur actuel : Vic Toews, de la Sécurité publique, et Peter MacKay, de la Défense ;
- l'ancien ministre libéral, ancien vice-premier ministre et maintenant président du Conseil canadien des chefs d'entreprise, John Manley ;
- le chef d'état-major de la Défense, le général Walter Natynczyk ;
- le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney ;
- la sénatrice et ex-chef de pupitre de CTV, Pamela Wallin ;
- le journaliste et ancien adjoint exécutif du ministre de la Défense, Dan Dugas ;

- l'actuelle correspondante à Washington pour *CBC*, Susan Bonner, et  
- la directrice du groupe canadien de réflexion sur les affaires étrangères, Janice Gross Stein, du Munk School of Global Affairs à l'Université de Toronto.

Les commanditaires principaux de cet événement sont le German Marshall Fund des États-Unis et le ministère de la Défense nationale du Canada. Cependant, l'ordre du jour du Forum provient du Pentagone. Malgré que les contradictions entre les membres de l'OTAN sur ce programme et son « nouveau concept stratégique » fasse rage derrière des portes closes et loin de la vue du public, ces contradictions sont objectives et s'aiguisent à l'heure où les États-Unis veulent élargir l'OTAN pour déplacer et remplacer tous les autres arrangements militaires et de sécurité en place dans le monde entier.

La population de Halifax a une longue tradition d'opposition à l'utilisation du port comme tremplin pour des aventures impérialistes à l'étranger. Sous le slogan « Pas de port pour la guerre ! », les Haligonien(ne)s s'opposent vigoureusement à la présence de navires de guerre et de criminels de guerre américains qui considèrent leur ville comme un territoire colonial où ils peuvent faire comme bon leur plaît, tandis que les gouvernements canadiens quisling leur facilitent la vie.

Non au Forum sur la sécurité internationale de Halifax !

Pas de port pour la guerre ! Canada, hors d'Afghanistan !

Oui à la fin de l'occupation et au rapatriement des troupes dès maintenant !

Pas un jeune pour la guerre impérialiste !

**Canada, hors de l'OTAN ! Démantelez l'OTAN !**

(Pour plus d'information sur les actions prévues contre le Forum de cette année, [voir le TML Daily](#))

---

## 2-3 Appel en vue du sommet de l'OTAN à Lisbonne : « Pour la paix! Non à l'OTAN ».

Les 13 partis participants à la réunion du groupe de travail des Rencontres internationales des partis communistes et ouvriers sont les premiers signataires de la Résolution proposée par le PCP sous le titre « Pour la paix! Non à l'OTAN! ». Le document, adopté par la réunion du groupe de travail, est désormais proposé à la signature de tous les partis qui participent au processus des rencontres internationales des partis communistes et ouvriers avec l'objectif de se transformer en un appel mondial large et représentatif de lutte pour la paix, contre le militarisme et l'OTAN.

Pour la paix! Non à l'OTAN!

« Dans un contexte marqué par l'approfondissement de la crise structurelle du capitalisme, par l'approfondissement de l'exploitation des travailleurs et des peuples, par les rivalités inter-impérialistes et par des processus complexes de réagencement des forces à l'échelle internationale, l'impérialisme se lance dans de nouvelles dérives anti-démocratiques et des interventions militaristes et avance avec des solutions de force pour tenter de se perpétuer et de défendre ses intérêts de classe. »

« L'offensive militarisée menée par les puissances impérialistes et par l'OTAN a un caractère global et multiforme. « La guerre impérialiste s'intensifie à l'échelle mondiale sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Les blocs impérialistes, comme l'OTAN, se renforcent. La militarisation de l'Union Européenne s'accélère avec l'adoption frauduleuse du Traité de Lisbonne dans lequel est inscrit la conception de l'Union comme pilier européen de l'OTAN. La course aux armements se poursuit ainsi que l'investissement dans de nouvelles armes encore plus meurtrières. Les dépenses militaires atteignent des chiffres record, notamment aux États-Unis et dans l'Union Européenne. L'élargissement des zones d'influence et des alliances militaro-stratégiques impérialistes progresse, notamment à travers ce qu'on appelle 'les partenariats pour la paix', en Asie, dans les territoires d'ex-URSS, tout comme en Afrique.

Le maillage mondial des bases militaires des États-Unis et des pays de l'OTAN se densifie et leurs forces militaires se déploient de l'Amérique Latine à l'Afrique; du Moyen-Orient, de l'Océan Indien et de l'Asie Centrale à l'Europe de l'Est, au Caucase et à la Mer Noire.

« Les occupations de l'Afghanistan et de l'Irak se poursuivent et on se lance dans des agressions militaires contre plusieurs pays. Les conspirations et les manœuvres d'ingérence se succèdent en Amérique Latine et dans plusieurs pays du continent Africain et les provocations se multiplient, comme au Liban. La question palestinienne n'est toujours pas réglée, comme celle du Sahara Occidental, alors que les crimes impérialistes continuent à rester impunis. Les provocations s'intensifient contre la République Populaire de Chine, dont la vente d'armes à Taiwan par les États-Unis constitue un exemple particulièrement grave, ainsi que les menaces proférées contre des pays comme l'Iran et la Syrie.

« Les attaques contre la souveraineté des États s'intensifient, notamment à travers des modifications de frontières, dont l'indépendance auto-proclamée de la province serbe du Kosovo est un grave exemple. Le Droit International, produit du rapport de force résultant de la défaite du nazisme et du fascisme lors de la Seconde guerre mondiale, est sérieusement remis en cause et la cible d'un processus qui vise à sa destruction.

« Au nom de la 'sécurité' et du 'combat contre le terrorisme', on relance des dérives sécuritaires, on attise le nationalisme xénophobe et l'intolérance religieuse et culturelle, des crimes se commettent contre les droits de l'Homme, comme contre les droits économiques, sociaux, démocratiques et de participation et d'organisation politique et sociale; des campagnes anti-communistes se développent et on persécute les forces qui résistent à l'offensive de l'impérialisme et défendent les droits sociaux et nationaux des peuples.

« La réalité mondiale de ce début de XXIème siècle dément les campagnes de réhabilitation de l'image de l'impérialisme nord-américain déclenchées autour de l'élection de Barack Obama. La nature et les objectifs de la politique des États-Unis et de l'OTAN sont clairs désormais: la domination sur les ressources natures et énergétiques, le contrôle des technologies, l'expansion des marchés, la domination militaire et géo-stratégique.

Autrement dit, une réponse par la force à l'affaiblissement relatif de la position des Etats-Unis au niveau international.

« La rhétorique du 'multilatéralisme' et du 'dialogue' est démasquée par la politique belliciste et interventionniste des Etats-Unis, l'Union Européenne et l'OTAN, par l'offensive impérialiste en cours et par le risque réel de nouveaux conflits militaires du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale à l'Amérique Latine. En dépit des antagonismes entre les Etats-Unis et l'Union Européenne, les deux convergent dans l'offensive contre les droits sociaux et nationaux des peuples.

« La guerre et l'agression sont l'autre visage de la mondialisation économique impérialiste et l'OTAN est une pièce maîtresse de sa stratégie de domination hégémonique et de persécution des forces et des pays qui s'y opposent. L'OTAN joue un rôle central dans la militarisation des relations internationales et dans la course aux armements, en étant le principal fauteur des conflits et de la tension qui rythment l'actualité. Sous l'allusion aux 'nouvelles menaces globales' – doctrine qui se substitue au vieux prétexte de 'menace communiste' – l'OTAN impose une escalade belliciste et militariste à grande échelle – dont la guerre en Afghanistan est un élément clé.

« L'OTAN organisera, en Novembre, au Portugal, un Sommet dans lequel elle cherchera à rénover sa doctrine stratégique et qui représentera un nouveau et extrêmement dangereux saut qualitatif dans le rôle, la mission et les objectifs de l'Organisation.

« Avec sa nouvelle doctrine stratégique, l'OTAN envisage de changer sa doctrine pour y inscrire ce qu'elle fait déjà en pratique: étendre son champ d'intervention et la projection de ces forces sur l'ensemble du globe; élargir le cadre de ses missions à des questions comme l'énergie, l'environnement, les migrations et les questions de sécurité interne des Etats; se réaffirmer comme un bloc militaire nucléaire malgré la rhétorique du désarmement militaire, en prévoyant l'usage de l'arme nucléaire dans des attaques militaires; développer davantage le complexe militaro-industriel et la recherche militaire et exiger de tous leurs membres une augmentation des dépenses militaires; inclure dans ses missions des actions d'ingérence directe et d'occupation sous couvert de missions d'interposition et de maintien de la paix; aller plus loin dans l'instrumentalisation de l'ONU pour poursuivre ses objectifs et approfondir son rôle de bras armé de l'impérialisme.

« L'impérialisme paraît être tout-puissant, mais il ne l'est pas. Comme la réalité nous le montre, aux grands dangers résultant de la réponse par la force de l'impérialisme à la crise du capitalisme s'opposent à la lutte progressiste et révolutionnaire des peuples. Dans de nombreuses régions du monde, les peuples prennent entre leurs mains la défense de leurs droits et de la souveraineté et de l'indépendance de leurs pays, résistent sous les formes les plus variées et imposent des revers importants à la stratégie de domination impérialiste.

« En ce sens, et en exprimant notre profonde conviction que, par la lutte, il est possible de mettre en échec l'OTAN et ses objectifs bellicistes et militaristes, il est possible de construire un avenir de paix, de progrès et de justice sociale, où chaque peuple peut décider librement de son destin, inséparable de la lutte pour le socialisme, nous, Partis Communistes et Ouvriers signataires de cette déclaration:

- « Exigeons la fin de la course aux armements, le désarmement nucléaire en commençant par les plus grandes puissances nucléaires du Monde, comme les Etats-Unis, la destruction complète des armes chimiques et biologiques, la fin des bases militaires étrangères.
- « Lançons un appel aux travailleurs et aux peuples du monde entier, aux forces progressistes et de gauche, au mouvement ouvrier et aux autres organisations sociales qui se mobilisent et renforcent la lutte pour la paix, contre la guerre et l'OTAN. Nous réaffirmons notre soutien de toujours au mouvement pour la paix. Nous félicitons le Conseil Mondial de la Paix pour son 60ème anniversaire et pour sa campagne contre l'OTAN.
- « Déclarons notre intention de marquer les 65 ans de la victoire sur le nazisme et le fascisme comme une importante journée de lutte pour la paix et contre la distorsion monumentale de l'Histoire qui tente d'effacer le rôle central des communistes dans la libération des peuples du joug nazi et fasciste et mettre sur le même plan nazisme et communisme.
- « Réaffirmons notre solidarité avec les peuples qui résistent aux occupations, agressions et ingérences de l'impérialisme et qui mènent de rudes batailles pour leur auto-détermination et leur indépendance, notamment avec les peuples du Moyen-Orient, les peuples palestiniens, libanais et syrien, et d'Asie Centrale. Nous exigeons le retrait immédiat de toutes les troupes engagées en Irak et en Afghanistan et dans toutes les autres interventions impérialistes dans le monde.
- « Exigeons la dissolution de l'OTAN et soutenons le droit souverain des peuples à décider de la sortie de leurs pays de cette alliance agressive. Nous réaffirmons notre opposition frontale à la militarisation de l'Union Européenne et à sa politique militariste et impérialiste, à l'élargissement de l'OTAN et à la mise en place du nouveau 'système anti-missile' des Etats-Unis et de l'OTAN en Roumanie et en Bulgarie. Nous exprimons notre solidarité avec le peuple de Chypre (Greco-Chypriotes et Turco-Chypriotes) et à sa lutte contre l'occupation turque et pour la réunification de leur patrie, pour une solution juste au problème chypriote.
- « Exigeons la fin des provocations et des ingérences en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Nous exprimons notre solidarité avec Cuba Socialiste et avec les peuples, les forces politiques et les gouvernements nationaux de nature démocratique, progressiste, populaire et anti-impérialiste de la région comme ceux du Vénézuéla Bolivarien, de la Bolivie, de l'Équateur et du Nicaragua. Nous exigeons la libération des cinq patriotes cubains injustement prisonniers aux Etats-Unis. Nous réitérons notre soutien à la lutte du peuple hondurien pour la démocratie et contre le régime putschiste et pour son droit à décider de son avenir. Nous exigeons le retrait de la IV ème Flotte Nord-Américaine dirigée contre l'Amérique Centrale et du Sud, la fermeture des bases militaires des Etats-Unis dans la région, notamment celle de Guantanamo et les bases en Colombie. Nous dénonçons

l'intervention militaire des Etats-Unis à Haïti et réclamons que les Nations Unies interviennent, dans le cadre d'une mission civile, dans ce Pays. Nous revendiquons que les actions de solidarité et de coopération avec le peuple haïtien contribuent au renforcement de l'État national indépendant et au développement économique et social du pays.

- « Exprimons notre solidarité avec les peuples d'Afrique dans leur lutte pour le droit au développement et avec le peuple du Sahara Occidental pour le droit à son auto-détermination. Nous exigeons la fin de la militarisation et de l'ingérence impérialiste sur le continent, notamment sur les côtes de Somalie, dans toutes la région de la corne de l'Afrique, en République Démocratique du Congo et au Soudan. Nous réaffirmons notre engagement à poursuivre la lutte contre le commandement militaire nord-américain sur le continent (AFRICOM)

- « Exprimons notre soutien au mouvement de la paix, au mouvement syndical de classe, de jeunesse, des femmes et à d'autres organisations qui au Portugal ont animé la Campagne pour la Paix et contre l'OTAN. Nous prenons l'engagement de faire tout ce qui est à notre pouvoir pour soutenir et mobiliser pour des actions de lutte contre l'OTAN et sa nouvelle doctrine stratégique prévues pour Novembre de cette année au Portugal.

Traduction AC pour

<http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>

<http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/article-appel-en-vue-du-sommet-de-l-otan-a-lisbonne-en-novembre-et-signé-par-62-partis-communistes-et-ouvriers-pour-la-paix-non-a-l-otan-52857591.html>

---

---

### 3 Annexe

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

#### 3-1 Des révélations sur l'implication américaine dans la guerre du Liban.

Dans son livre intitulé "Un été en feu", l'ex-commandant en chef de la Finul, le général Alain Pelligrini, révèle les coulisses de la guerre israélienne contre le Liban en 2006.

Il précise comment les Israéliens espionnent les forces des Nations-Unies au sud Liban.

Le général Pelligrini raconte comment les Etats-Unis ont essayé d'intervenir militairement dans la guerre de 33 jours déclenchée par le régime d'Israël contre le Liban, notamment à travers les forces de l'Otan, après l'échec du régime israélien à vaincre les forces de la résistance libanaise et le Hezbollah.

"Les pays occidentaux, sauf la France, s'étaient mis d'accord dans leurs consultations à New York, à accuser la Finul d'inefficacité, et essayer par ce biais de justifier l'envoi d'autres forces, sans les casques bleus, comme l'Otan ou l'Union européenne, ou une force multinationale, l'ancien président américain GW Bush voulait le plus rapidement possible réunir cette force sans attendre un cessez-le-feu" a ainsi déclaré le général Pelligrini.

Ces révélations et déclarations sur la guerre de 33 jours montrent jusqu'où sont allés les complots américano-israéliens contre le Liban, mais elles donnent aussi des indications à l'opinion publique sur le soutien et le feu vert de Washington au régime israélien pour sa politique militariste et guerrière. Principal rempart à la politique hégémonique de la Maison Blanche au Liban, la résistance islamique libanaise a toujours été dans la ligne de mire des Etats-Unis. Car, pour Washington et ses projets hégémoniques au MO, le Liban demeure toujours le point de départ. Il en était ainsi pour le plan du "Grand MO" imaginé par les Etats-Unis qui ont décidé de lancer ce plan au Liban. Les dirigeants américains qui n'ont pas digéré l'échec de leur plan, ont alors voulu prendre leur revanche sur le peuple libanais et à travers lui la résistance islamique. C'est la raison pour laquelle, disent les analystes, on pourrait dire que la guerre de 33 jours était une guerre américano-israélienne contre le Liban et, ajoutent-ils, Washington et complice des exactions israéliennes contre le peuple libanais. L'Afghanistan, l'Irak et maintenant le Liban. Il n'est pas étonnant de voir le ressentiment de l'opinion publique internationale vis-à-vis de la politique expansionniste des Etats-Unis à travers le monde.

05/11/2010

<http://french.irib.ir>

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19